

Du mercredi 9 au dimanche 13 octobre, à Blois, se déroulait la 22^{ème} édition du festival des Rendez-Vous de l'Histoire. Pour la première fois était proposée une thématique dont l'axe serait défini par un espace géographique, l'Italie. En cette année de commémoration de la Renaissance et de la mort de Léonard de Vinci, ce choix paraissait évident, comme le souligne dans sa remarquable introduction inaugurale, Jean-Noël Jeanneney, historien et homme politique, actuellement producteur d'une émission de radio hebdomadaire sur France Culture, *Concordance des temps*. Il rappelle les valeurs qui unissent nos deux pays. Au regard du contexte politique de ces dernières années entre la France et l'Italie, la construction de la programmation, a soulevé de nombreuses questions et nourri de multiples débats. Le choix aura été fait de renforcer celui de la profondeur historique.

Autour d'un vaste Salon du livre consacré à l'histoire, en partenariat avec le journal *Le Monde*, ces « rendez-vous » sont donc un lieu privilégié de rencontre entre historiens, mais aussi écrivains et le grand public. Ils se déclinent en débats, conférences, cafés littéraires, expositions, spectacles, cycle cinéma... Ces événements sont localisés dans plusieurs sites culturels du centre-ville, et notamment la Halle aux Grains, la bibliothèque Abbé Grégoire ou de manière plus prestigieuse dans les salles du fameux Château Royal de Blois, ce qui en fait aussi une visite agréable de la ville.

Face à une telle émulation, et quelque peu grisés par la richesse et la variété des thèmes proposés, il était bien difficile de choisir à quelles rencontres ou conférences nous allions pouvoir assister. Impossible d'aller à toutes, même de celles que nous avons envie de voir. Devant les risques de congestion, un système de tickets réservés à l'avance avait été mis en place pour les conférences potentiellement les plus fréquentées. Certaines conférences étaient d'ailleurs retransmises par les télévisions locales. Il faut bien reconnaître que l'affluence fut importante et les files d'attente parfois impressionnantes, notamment le samedi. En dépit de cette affluence, et des nombreuses propositions, la circulation au sein du festival était facilitée par une bonne organisation de l'événement.

Cet écrit tentera de résumer les propos et contenus des conférences choisies et en filigrane de ce compte rendu, des impressions peut être un peu plus personnelles car les choix de thématiques ne sont jamais un hasard.

L'histoire de l'Italie était donc abordée dans sa globalité, *Des legs de la Renaissance italienne à l'Europe*, à *D'où vient Matteo Salvini ?* par exemple. Certaines auront retenu davantage notre attention.

« **Au nom du peuple : de Crispi à Salvini** » était une table ronde sur la notion de populisme avec C. Brice (Professeure d'histoire contemporaine, auteure notamment d'une *Histoire de l'Italie*), A. Suspène (professeur d'histoire ancienne et spécialisé dans l'histoire politique de la République et du Haut-empire romain), M.Lazare (historien et sociologue français du politique, spécialiste des gauches et de la vie politique italienne), J. Garrigues (historien français, spécialiste d'histoire politique). Elle tentait de répondre aux questions qui se posent après une définition du terme. Cette dernière renvoie à la République romaine antique, où déjà l'idée d'en appeler au peuple, de s'exprimer au nom du peuple était présente. Au regard de ces quatre périodes de l'histoire italienne (l'Antiquité, le XIX^{ème} siècle, la période fasciste puis enfin l'Italie de Salvini), on s'interroge sur les fondements et l'expression du populisme, analysant les différents contextes : social, militaire, identitaire... Sur quel terreau s'appuie le populisme ? Comment s'exprime-t-il au cours des différentes périodes ?

La notion de peuple est certes très ancienne ... mais qu'est ce qu'un peuple ? Dans l'Antiquité, Le peuple est d'abord une notion juridique : c'est l'« ensemble des citoyens ». Faire donc appel au peuple sous l'Antiquité, c'est faire appel à ce peuple de citoyens qui est forcément différent de la plèbe, c'est à dire des non-aristocrates. C'est par ailleurs aussi un peuple qui a une

géographie, un territoire, attaché à Rome. La conquête de la Méditerranée déséquilibre les différents groupes très identifiés. Les aspirations du peuple, donc des citoyens, s'expriment dans un contexte de succès militaire et modifie cette notion de peuple en permanence.

Au XIX^{ème} siècle : Francesco Crispi est président du conseil. L'appel au peuple est ambigu, c'est davantage un appel à la nation. Avec Mussolini au XX^{ème} siècle, on assiste à une évolution de la notion de peuple. La société devient fasciste. Le populisme devient alors une stratégie pour arriver au pouvoir en parlant au nom du peuple..... mais le fascisme n'est pas du populisme! Le suffrage universel masculin ne sera voté qu'après la Grande Guerre. Le peuple est donc là comme une évidence, comme une masse pour Mussolini qu'on peut manipuler à condition de lui faire miroiter des promesses. Émerge alors l'idée de tracer une voix « moyenne » entre socialisme et capitalisme en dépassant les classes au service de la nation. Nation et peuple deviennent donc synonymes.

Au XXI^{ème} siècle, on a, actuellement avec les mouvements « 5 étoiles » et de la Ligue, l'impression d'une résurgence du populisme. Le populisme contemporain, c'est plus un style qui repose sur un principe d'opposition contre une classe de dirigeants, qui complète, dans un contexte de crise et d'urgence économique.

La question qui se pose alors, une fois les notions de peuple et de populisme définies, c'est de savoir comment le séduire. En remontant à la période antique, s'exprimer au nom du peuple, c'est faire appel à une idée de grandeur et majesté du peuple romain. Cette idée s'exprime d'abord dans le cadre de la politique étrangère. On porte atteinte à la majesté du peuple romain. C'est l'idée que la grandeur du peuple romain passe par l'idée d'accusations. Au XIX^{ème} siècle, cette idée de majesté du peuple est exaltée par Crispi. Par des moyens politiques, il y a une volonté de nationaliser la nation et la monarchie.

Il utilise le procédé rhétorique facile d'opposer « eux » de « nous » et d'en profiter pour s'ériger en personnage au dessus des partis, capable de réunifier la nation. Crispi et la monarchie sont les seuls capables d'unifier la nation. On constate une certaine convergence dans l'utilisation des termes « eux » et « nous » entre la période de Mussolini et celle d'aujourd'hui. Mussolini a une stratégie habile car il se présente comme issu d'un peuple, ancien exclu du Parti socialiste, fils de forgeron, modeste... il devient ensuite un homme qui vit comme le peuple, dansant avec des paysannes, torse-nu, homme à femme, fabricant une image proche du peuple, se mettant en scène par une politique de communication intense. Il va distribuer de petits postes radio à bas prix et favoriser la production de films de cinémas « cineccita ». Mussolini inverse l'idée d'un peuple italien qui émigre. Le mot « migrant » est interdit dans les journaux au profit du mot Italien. L'Italien est porteur du mot de civilisation. La radicalisation se construit peu à peu. Le visage de l'ennemi est nécessaire comme contretypé de l'homme nouveau stéréotypé. Ennemi : ce sont les Franc maçons, les socialistes, les partisans de la société des nations et les pacifistes, puis les juifs à partir de 1938! Aujourd'hui, Salvini simplifie, vulgarise. Sur le discours, c'est la Langue avec la Ligue : simple voire simpliste. Vulgaire signifie authentique. Avec son torse nu, il utilise le même langage corporel que Mussolini. Il montre sa virilité et l'idée « je suis comme vous » comme un bon italien. L'opposition ami/ennemi reste le carburant. Les « autres » ce sont les partis politiques, Emmanuel Macron, Angela Merkel, l'Union européenne. . . Et c'est aussi les ennemis horizontaux comme les immigrés, réguliers ou clandestins et les migrants. Sous Salvini, pas d'utilisation de la violence. Il utilise les élections. La conquête des élections se fait par les réseaux sociaux. Il utilise Facebook, Twitter.

En remontant à la période antique, s'exprimer au nom du peuple, c'est faire appel à une idée de grandeur et majesté du peuple romain. Cette idée s'exprime d'abord dans le cadre de la politique étrangère. On porte atteinte à la majesté du peuple romain. Idée que la grandeur du peuple romain passe par l'idée d'accusations. Au XIX^{ème} siècle, cette idée de majesté du peuple est exaltée par Crispi.

De manière toute aussi sérieuse mais dans un style chatoyant et dans un français presque parfait, l'écrivaine turinoise Francesca Leandri est venue présenter son livre *Tous sauf moi*, lors

d'un entretien avec Julie Clarini autour du thème ***Italie-Éthiopie : une histoire coloniale, de Mussolini à Berlusconi***. Elle met en scène dans l'Italie d'aujourd'hui, Ilaria, la quarantaine qui trouve sur le seuil de sa porte un jeune éthiopien qui dit être à la recherche de son grand-père, Attilio Profeti. Or ce dernier est le père d'Ilaria. À travers son enquête qui découvre un à un les secrets sur la jeunesse de son père, homme rangé à qui tout a réussi, l'écrivaine met ainsi en lumière tout un pan occulté de l'histoire italienne : la conquête et la colonisation de l'Éthiopie de 1936 à 1941, la violence, les massacres, le sort tragique des populations. La discussion permet de revenir sur tout le passé raciste de l'Italie avec en 1938, la proclamation des lois raciales (le Manifesto della razza) et les lois interdisant le concubinage dans les colonies dans une perspective de défense de la race italienne. « Ce qui est interdit ce sont les relations d'amour » nous dit Francesca Leandri qui nous rappelle qu'après-guerre, Cipriani anthropologue raciste fera paraître un 3ème manifeste de la race, à partir de mesures anthropométriques, qu'un fasciste a été condamné en 1959 sans aucune référence à l'histoire coloniale. Tout cela lui fait dire aussi qu'il y a en Italie une grande tradition de racisme. Pour elle, la question qui se pose par rapport à cela, reste comment cela se passe aujourd'hui ? Pour répondre à cette question, avec le visage de l'Italie des années Berlusconi, elle donne à Ilaria les traits d'une tradition humaniste. Or cette dernière est en crise aujourd'hui, pour deux raisons essentiellement. Tout d'abord, selon elle, à cause du vieillissement de la population qui a tendance à regarder vers le passé et fait monter l'extrême droite. Ensuite, par le fait, que son personnage est blanc, européen, convaincu inconsciemment de sa supériorité, car en même temps elle ne connaît rien du monde. En somme, « on doit les aider mais pas au niveau des yeux, pas de manière horizontale ». Francesca Leandri pose ainsi la question du rapport des italiens à l'histoire. Est-il différent qu'ailleurs en Europe ? On resterait sur le mythe des braves gens, sortis de la guerre ni vainqueurs, ni vaincus. Il n'y a pas eu de processus de Nuremberg et environ un tiers de l'électorat était communiste après guerre. La fin de la guerre après la chute de Mussolini sera même vécue dans la posture de victime. Pour elle, la seule mémoire racontée reste l'épopée russe dans laquelle furent enrôlés des soldats italiens, dont le père de l'écrivaine. Ce qui renvoie pour elle à la complexité de la personnalité de chacun.

Il faudra bien reconnaître que cette intervention fut des plus agréables, et en sortant de la salle, on aura pu courir directement à la Halle aux Grains pour acheter le livre (plusieurs exemplaires, histoire de l'offrir) et se le faire dédicacer.

Pour être honnête, la rencontre avec les écrivains et journalistes, J.P.Kaufman (pour son dernier livre *Venise à double tour*, éditions des Équateurs) et J.Saint-Victor, historien du droit, écrivain et critique littéraire français, autour du thème ***Au cœur de l'Italie secrète***, animé au café littéraire par P. Bertrand nous a paru d'un niveau moindre. Le premier nommé avoue qu'il n'avait pas de projet précis de livre, et qu'en se rendant à Venise, il se mettait encore dans une posture de « encore un qui veut voir les lieux saints ». L'auteur rappelle son dialogue personnel avec la ville mais qu'en même temps il doit tout à l'Italie. Ainsi la question qu'il s'est d'abord posé fut pourquoi tant d'églises fermées ? Et qui en tenait les clés ? Il nous renvoie au rapport qu'entretient l'Italie avec son patrimoine. « Les italiens vivent avec leur patrimoine, marche sur les tombes ». En même temps, pour l'Église Catholique, il y a de moins en moins d'églises, ce qui est un constat d'échec. J.P. Kaufman nous décrit le spectacle sidérant, d'une église qu'on ouvre, « avec une force explosive qui vous saute au visage ». Une église fermée révèle une intériorité secrète, une présence invisible, et cela le rapproche le plus des églises de son enfance. Pour J.Saint-Victor, plus dynamique et imprégné dans sa discussion, le thème tournait également autour du patrimoine et de son projet familial de restauration d'un vieux monastère en Italie du sud. Il évoque Venise, comme une parodie du tourisme mondialisé avec ses 30 millions de visiteurs annuels, qu'en même temps le mauvais goût rehausse la beauté de la Sérénissime et que finalement « on a le droit de ne pas aller à Venise ». C'est finalement ce qu'il fait désormais, après avoir d'abord parcouru l'Italie du nord par le passé, en rappelant que l'Italie du sud restait profondément mafieuse. Ainsi pour conclure, on pourra reprendre une de ses phrases « Venise cohabite avec sa fin depuis le début ». Et pour

vérifier, si ce qu'il dit a un sens, nous aurons attendu notre dernière conférence le dimanche matin dans la salle des États Généraux du Château Royal de Blois.

En effet, É.Crouzet-Pavan, historienne médiéviste, docteur d'État dans cette même discipline sur le sujet : « Espaces urbains, pouvoir et société à Venise à la fin du Moyen Âge », nous aura fait le plaisir d'intervenir sur le thème **Venise au fil de ses vies (XV-XVIIIème siècle)**. Le fil conducteur de cette intervention repose sur l'analyse des tableaux représentant la ville ainsi que sur les récits de voyageurs au début et à la fin de la période évoquée. Ils transmettent une certaine vision de la ville qui sera analysée.

Ainsi, les images de la cité autour de 1500 montrent la richesse de la ville, avec la nourriture, les épices dans les marchés. C'est une cité de la plénitude, riche qui est décrite et qui s'oppose au monde de la pénurie. Les voyageurs connaissent déjà Florence ou Bruges mais les témoignages concernant Venise pour son ouverture au monde sont plus forts. Les voyageurs prennent conscience de son rayonnement par ses liens avec Alexandrie, Damas, l'Occident... La ville semble être alors à son apogée et on peut parler d'Empire Vénitien. La ville est un point de rupture de charge nécessaire pour la finance. Le marché du Rialto est la plus grande foire d'Occident et reste le ventre de Venise. Le port se confond avec le Cannalotto. La population, également cosmopolite, reste pourtant assez misérable avec les corporations de rameurs, débarqueurs... Les étrangers y sont nombreux et ils s'organisent en confrérie (albanais, grecs...) dans certains quartiers. L'arsenal de Venise apparaît comme la plus grande concentration industrielle de l'Occident. Tout cela contribue à déterminer un caractère original, avec un habitat fragmenté.

Au XVIIIème siècle, est-ce la richesse qui frappe le voyageur? Pour É.Crouzet-Pavan, la réponse est « pas du tout ». Le cadre urbain reste pourtant inchangé : le mode séculaire d'étalement est arrivé à son terme au début du 16ème siècle. Le réseau des canaux n'a pas constitué un élément stable, la population passe d'environ 110 000 habitants au moment de l'apogée vers 1300 à environ 140 000 au XVII-XVIIIème siècle. Ce qui change, c'est le décor, les églises. Santa Maria della Salute par exemple est reconstruite dans le style baroque. La physionomie du Grand canal change. Le pont du Rialto est reconstruit après l'incendie de 1514. Il en va de même de la place San Marco avec une transformation monumentale du décor. Les voyageurs se pressent sur les mêmes lieux qu'au 15ème siècle mais les récits s'émerveillent davantage sur les fêtes (qui envahissent réellement les récits). Les élites politiques de la ville y participent et le carnaval prend le dessus, notamment avec les étrangers. Il dure six mois d'octobre à Carême (après une pause de deux semaines reprend au moment de l'Ascension). On y célèbre la principale fête vénitienne en commémorant l'expédition victorieuse en Dalmatie vers 1000, comme l'union du Doge à l'Adriatique. Jusqu'en 1797 (occupation par les armées napoléoniennes puis transfert à l'Empire d'Autriche) « le doge à bord du Bucintauri part pour le Lido le jour de l'Ascension .» Les commentaires ironiques commencent. Les rituels anciens perdurent mais il s'agit de s'amuser. Les divertissements accompagnaient, il y avait des jeux sportifs, le tout dominé par un charivari. La profusion alimentaire frappe toujours le voyageur. Au 19ème siècle, on décrit toujours cette fête qui propage la joie dans la ville. C'est une ville de théâtre, de bal. Au début du 15ème siècle, il s'agissait de sociétés de jeunes hommes (avec des reprises de comédies antiques, inspirées de la mythologie), puis au 16ème la Comedia del Arte (Arlequin, Pantalone...). Au 18ème siècle, c'est un des atouts majeurs de Venise qui lui donne une réputation européenne, avec ses maisons de jeux, ses cafés, ses courtisanes... Ainsi le déclin sera longtemps conjuré. Mais les touristes remarquent que la ville est en déclin. On note de la « puanteur, saleté des villes ». De plus, elle pèse peu face aux grandes puissances européennes. Si le port reste très actif jusqu'en 1797, la grande tradition industrielle (notamment textile) du 16ème siècle s'efface et seuls les métiers du luxe perdurent au 18ème siècle.

Ainsi Venise a été capable de vivre des vies successives avec une remarquable longévité. On passe de l'une à l'autre en même temps. Et elle va résister avec son image.

La dernière conférence en rapport avec l'Italie à laquelle nous avons assisté traitait du sujet suivant **Les complots du Vatican** par C.Dunouhaud (Professeur d'histoire-géographie au lycée Marguerite Yourcenar de Morangis (91) Membre du Comité éditorial de Clionautes depuis 2017). L'intervention reposait sur deux axes majeurs : tout d'abord l'Église propagatrice puis l'Église victime, après la définition préalable obligatoire du terme qui propose une vision de l'histoire (s'explique par un projet concerté en secret par un petit groupe d'individus pour dominer le monde ou autres)

L'Église a donc propagé plusieurs complots avec deux cibles principales. À partir des années 1720, la Franc maçonnerie se voit accuser de tous les vices dans un contexte où la liberté d'association n'existe pas. Elle est vue comme une concurrence intellectuelle d'autant plus qu'elle est tolérante d'un point de vue religieux. Au cours de la Révolution française, les attaques deviennent frontales. Les Carbonari (mouvement initiatique et secret lié aux métiers de la forêt) sont aussi ciblés d'autant plus que L.Napoléon Bonaparte était un ancien carbonari. L'autre groupe accusé est celui des juifs. Il est plus tardif car ce sont des préoccupations secondaires au début du 19ème siècle. Une littérature antisémite se développe. On compile de vieux poncifs anti-sémite, l'idée que les juifs constituent un état dans l'état. Les auteurs se revendiquent comme catholiques pratiquants. Pour l'Église, les juifs sont un peuple déicide. Les mesures pour les écarter de la société commencent dès le début du 7ème siècle. Il n'y a pas de textes officiels mais le pape Pie IX utilisera des termes durs et insultants « chiens » « peuple dur et déloyal ». Les papes sont en général très hostiles aux juifs. C'est aussi une condamnation de la modernité. Aucun ouvrage violent ne sera condamné.

L'Église devient aussi la victime. Tout d'abord, les jésuites à partir de 1540 dont le succès provoque la jalousie. Ils seront expulsés de Suède en 1583. Les caricatures du 19ème siècle vont jouer là-dessus, et proposent une allégorie d'un retour de l'Église à l'Ancien Régime.. Au moment de la Restauration en France, cela devient l'épouvantail politique avec tous les poncifs du comploteur. Un texte de Michelet lors de ses cours en 1842 est à charge en les présentant comme des apatrides qui incarnent la contre-révolution, inscrit au coeur des sociétés, grâce à leur influence sur les femmes. L'antisémitisme reprend les mêmes codes que l'anti-jésuitisme (dessin la pieuvre Loyola dans la revue La Calotte du 30-11-1906). Ce sentiment prend par la culture populaire, et notamment les romans comme ceux de Balzac ou Stendhal font du jésuite un personnage négatif. Le deuxième complot repose sur les thèses du mythisme qui nie l'existence de Jésus et ne serait qu'une création mythique. La faiblesse des sources fait s'interroger. Le rôle de la culture populaire dans les diffusions est importante (Da Vinci Code, bande dessinée Le triangle du secret). Enfin, le dernier complot concerne la mort de Jean Paul Ier intronisé le 26 août 1978 et décédé un mois plus tard d'un infarctus. Le scénario ne fait pas de doute au début (cf la Canard Enchaîné). Mais le doute vient de l'attitude du Vatican (pas d'autopsie), puis du développement de cette théorie en 1984 par un romancier qui écrit « Au nom de dieu » en posant des tas de questions, en masse et donc arrive à instiller le doute au lecteur. Il établit en même temps la liste de tous ceux qui lui en voulait. Le film Meurtre au Vatican, Le parrain III, le roman de L.Miguel Rocha « Le dernier pape » vont dans ce sens.

Si toute l'histoire de l'Italie était donc racontée, le géographe qui sommeille en tout historien (...) pouvait aussi trouver son bonheur ici à Blois car les sujets étaient ouverts sur d'autres problématiques.

Ainsi J.P. Devroey, belge de nationalité, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles, et grand spécialiste des sociétés du Haut Moyen Âge, proposait **La Nature et le roi. Environnement, pouvoir et société à l'âge de Charlemagne (740-819)**, avec la question centrale suivante Comment a-t-on composé avec l'aléa climatique, à l'époque où nous n'avions pas dédramatisé la question de la nature ? Il a tout d'abord insisté sur les écueils à éviter. Le Codex¹

¹ Le **Codex epistolaris Carolinus** est la copie conservée d'un manuscrit réalisé sur l'ordre de Charlemagne en 791, contenant 99 lettres adressées par des Papes aux souverains carolingiens. Il semble que la préface mentionne une

constituait une bonne porte d'entrée qui donne le ton. Mais il ne faut pas attendre des contemporains trop de recul par rapport à la nature : la famine est, elle n'est pas le résultat d'un enchaînement. Il met également en garde contre la tentation d'une histoire trop globale du climat. Les aléas climatiques sont ceux que l'on ressent tous les jours selon lui. Il faut donc faire preuve de finesse dans l'analyse spatiale et chronologique. Ces aléas sont ceux que nous apprennent les sources écrites de l'époque, sachant que les chroniqueurs n'ont pas la même sensibilité à l'égard des événements. À partir de là, une chronologie sur la période peut être établie avec quatre crises majeures : 763-764 (hiver extrêmement froid qu'on a du mal à expliquer), 779 (Première crise alimentaire de Charlemagne), 791-794 (crise de subsistance mystérieuse), 800-820 (probablement détérioration climatique). Face à cela quelle a été la réponse des carolingiens ? L'explication se fera en terme d'une économie politique morale. Comment ça marche à une époque où l'économie de subsistance est vulnérable ? À partir du moment où on va prendre la nature en compte ; qu'est ce que la nature ? Est-ce que 810 dans la glaces du Groenland c'est la même chose qu'ailleurs ? Il faut donc à nouveau éviter certains écueils selon J.P. Devroey. Tout d'abord, les sciences naturelles ne sont pas à la portée des historiens. De plus, si on prend en compte les données climatiques, on court vers un déterminisme « il fait froid, on a froid ». Ce que l'on va observer c'est la réaction de la société, donc ici le message de l'historien est important. Quelles sont donc les interactions entre les deux grands phénomènes ? Ce qui émerge aussi, c'est la théorie de la souveraineté. Le roi a à voir avec l'abondance ou la rareté des subsistances. L'image du Charlemagne sauveur, c'est grâce à Louis XIV. Qu'est-ce qu'un roi nourricier alors ? Plus encore, comment peut-on construire un savoir sur la nature ? Comment on construit des croyances collectives qui engagent sociétés et gouvernements ? Cela pose des questions sur l'adaptation au changement climatique.

En 794, Charlemagne prend des mesures après plusieurs années de mauvaises récoltes. Ces décisions seront débattues au XVIe - XVIIe et XVIIIème siècle ; Il va établir un maximum des prix des grains et des pains. On va mettre en circulation une monnaie stable. On va réformer les poids et mesures pour les rendre identiques. Les stocks publics sont vendus à moitié prix. Nicolas Delamarre va analyser les mesures de Charlemagne et va poser la question du libéralisme. Charlemagne sera placé comme régulateur. Qu'est-ce que Charlemagne fait ? Il a une responsabilité en terme de subsistance. Quelles sont ses références ? Il va chercher des modèles de comportement dans la Bible et donne une figure du super père de famille.

Pour conclure, il est pris l'exemple de l'hiver terrible de 763. À Constantinople, on n'observe pas de famine. En Irlande, il neige pendant longtemps ce qui provoque une famine catastrophique. J.P. Devroey dit en guise de conclusion « l'historien ne cesse jamais d'être un géographe » et d'ajouter qu'heureusement en France, on forme les enseignants et les élèves aux deux disciplines.

Justement J. Lévy puisqu'il est aussi question de géographie, M.Gaillard proposait aux deux géographes J. Lévy (spécialiste de géographie politique, professeur à l'École polytechnique fédérale de Lausanne). et S. Kahn (professeur agrégé à Sciences Po et producteur de l'émission de géographie et des enjeux globaux *Planète terre* sur France Culture à partir de 2006) de s'entretenir sur **Le pays des européens** tout en s'appuyant sur le livre du même nom, récemment édité chez Odile Jacob. Cette rencontre faisait directement suite à la conférence inaugurale d'introduction.

Ce livre est un essai qui défend une thèse sur l'Europe en tant que pays doté d'un territoire. C'est un essai drôle et sarcastique, écrit avec conviction, passion et humour. L'Europe est le Pays des Européens et cela n'exclut pas du tout l'appartenance à un Pays, à une identité nationale. Cela interroge donc sur la notion de « Pays ».

L'Europe est un Pays qui démontre qu'il n'y a une poly-appartenance. Chaque fonctionnaire national, local sont en fait des fonctionnaires européens dans le sens où ils appliquent des lois européennes. La manière dont fonctionne l'Europe c'est moins de 40 000 fonctionnaires. « Ce qui nous lie » en Europe ? Les Nations sont relativement récentes en Europe. L'expression « Renaissance italienne » n'a pas de sens en soi car l'Italie n'existait pas. Par ailleurs : Quelle était la

seconde partie qui aurait contenu des lettres émanant des empereurs byzantins, mais elle n'a pas été conservée

Langue des ennemis de Jeanne d'Arc? C'était le Français ! Cela suppose donc de faire un travail de réflexivité : l'Europe existe avant les nations. Il y a pleins de Pays en Europe. Jacques Lévy explique qu'il est à la fois Parisien, Mondial, Européen et Français. Ce sont des identités multiples et qui ne supposent même pas forcément d'emboîtement d'échelle. Du coup, on peut s'interroger sur ce qui fait l'identité de ce pays européen ? Sans forcément rentrer dans les détails, les auteurs retiennent six points :

- Son modèle social : l'égalité dans la liberté. Les Américains sont des Européens, « les enfants de l'Europe » disaient Tocqueville. Le modèle social, des formes de solidarité très fortes, vont de pair avec l'idée que le citoyen, l'individu doit s'émanciper. (De La transcendance divine....) Les États Providences sont plus ou moins importants en Europe mais ce modèle est partout. Cet État providence repose sur l'État comme en France ou sur la société civile comme dans les pays scandinaves.

- une laïcisation forte en Europe....même si la Pologne, l'Irlande ou la Grèce restent fortement marqué par le christianisme.

- C'est par les conflits qu'on voit l'Europe. Les conflits successifs ont fondé une histoire commune et forgent aussi une identité.

- Le mode vie commun.

- Le rapport à la belligérance, à la conflictualité. Ne plus se faire la guerre forge aussi l'identité de ce Pays européen. L'UE a reçu le prix Nobel de la paix. Les Européens sont sortis d'une vision belligérante. C'est parce que le nationalisme a été trop loin, c'est parce qu'il y a une absurdité de la boucherie de la 1ère Guerre mondiale que les Européens ne veulent plus se faire la guerre et se retrouvent comme partageant de nombreux points communs. Le populisme ou le nationalisme d'aujourd'hui n'est pas celui d'avant-guerre car il ne se fonde plus sur une opposition aux autres Pays Européens.

Enfin, l'Europe propose au Monde un « Monde habitable ». L'Europe, en tant qu'Europe, n'est pas un ancien Empire et n'a donc rien à se faire pardonner. Un Empire est un territoire qui s'étend et agrège en faisant vivre une diversité culturelle. De nos jours, à part la Chine actuelle, il n'y a plus d'empire...et encore. Ce dernier se maintient par anéantissement de la diversité (quid des Tibétains et des Ouïgours). L'UE n'est pas un État nation, ni un empire. La preuve, quand La Grande-Bretagne sort de l'UE : elle part. Elle sort. Les autres États d'Europe la laisse partir sans heurt.

- La Culture urbaine caractérise aussi le territoire de ce Pays européen. Les villes sont la signature de l'Europe. Ce qui fait l'européanité de l'Europe, c'est son réseau de villes. La Hanse en est un exemple. La Hanse avait une certaine puissance qui ne se mesurait pas aux États. Les villes ont aussi créé la notion de solidarité sociale.

Peut-être dans une logique finalement assez proche, sur le thème **Géographies de l'histoire de l'Afrique**, I. Surun (professeure des universités et spécialiste notamment de l'Afrique) et le passionné et passionnant (cela n'engage que moi) F-X. Fauvelle, historien et archéologue français de l'Afrique (Il est le premier professeur du Collège de France à détenir une chaire permanente et intégralement consacrée à l'histoire de l'Afrique ancienne) nous ont présenté l'Atlas historique de l'Afrique (Toute l'Afrique) chez Autrement.

Cet ouvrage correspond à l'état des connaissances actuelles sur ce continent. Il présente la grande diversité sociale et culturelle avec ses 2400 langues, ses nombreuses religions. Il revient aussi sur la dimension connectée en allant peut-être au-delà des idées reçues: l'Afrique n'a jamais été isolée. On peut revenir en particulier sur la période médiévale où de vastes régions sont connectées par le biais de l'Islam, des armées arabes...les armées européennes n'ont pas été plus loin mais les marchands si ! Il y avait des rencontres avec des partenaires africains. Nombreux Échanges. On avait une vraie conversation culturelle, commerciale, échanges d'idées, des formes politiques différentes,... par l'intermédiaire de routes. Il fait une place importante à la traite atlantique différente de la traite islamique avec des contextes différents. Les auteurs nous rappellent que nous avons toutes les archives ! De l'achat, des assurances, des points de ventes. On a donc une vision très précise concernant 12 millions de personnes exportées, victime de la traite.

Puis vient la partie contemporaine avec les reconversions économiques africaines qui s'imposent au XIX^{ème} siècle car c'est la fin progressive de la traite avec son abolition ce qui suppose une reconversion...même si elle continue mais de façon clandestine car c'est profitable. La reconversion ne se fait pas tout de suite. Cependant, la gomme arabique, l'arachide, l'huile de palme, bois de teinture vont être les nouveaux produits échangés. La demande européenne est forte du fait de la révolution industrielle. Des royaumes vont concentrer ces commerces, qui étaient des États intermédiaires auparavant et instaurent alors de véritables plantations. Le 19^{ème} siècle africain voit ainsi s'étendre la forme étatique sans pour autant faire disparaître les formes traditionnelles comme les chefs de tribu. Les lignes de frontières sont approximatives car les régimes, les royaumes sont des zones frontalières difficiles à représenter sur une carte, au grès des rapports de Force et en mouvement permanent.

Enfin le début de la période coloniale est marquée par la conférence de Berlin qui correspond au tracé des frontières. Les auteurs précisent bien que c'est une idée reçue. Il n'y a pas de partage mais juste une mise en commun des règles du jeu. Cette appropriation symbolique des terres qui est posée sur un papier va prendre en fait du temps car la présence européenne reste faible, auparavant sous forme de comptoirs, des réseaux de forts. Les États Européens voulaient faire des jonctions mais la domination est loin d'être totale. Ce n'est pas acquis ! Sur le terrain : la réalité est autre. Ce sont plutôt des colonies sans colon ! Lorsqu'il y en a (au nord et au sud du continent essentiellement), il y a une réorganisation du territoire avec une appropriation des terres et une ségrégation. La plupart des Empires coloniaux aménagent le territoire des colonies. Dernière idée reçue battue en brèche, celle de l'État centralisé qui n'est pas une invention européenne. Des États existaient avant avec des armées, une fiscalité, une administration, un découpage en provinces (par exemple en Éthiopie).

Effectivement, nous sommes ressortis de cette rencontre avec l'idée bien claire que cet Atlas devrait passer entre les mains de tous les enseignants de géographie et d'histoire du secondaire.

Dans la même veine, M.Chandeigne, le fondateur des éditions éponymes, lors d'un entretien avec, sur le thème **Les idées reçues sur les grandes découvertes**, est venu présenter le livre de X. De Castro (Xavier de Castro est en fait le pseudonyme utilisé par Michel Chandeigne) et de J-P-Duviols, professeur émérite de l'université de Paris IV-Sorbonne, où il occupait la chaire de littérature et civilisation latino-américaine, du même titre. Pour être honnête, je me suis présenté à cette rencontre avec une curiosité assez importante car le sujet m'intéressait fortement (il est au programme en 5^{ème} de plus) et, en même temps, en toute modestie (hum hum hum...), je pensais en savoir un peu sur le sujet. Le résultat m'est apparu assez rapidement et de manière évidente après le développement de deux idées reçues, notamment sur la question de la théorie de la platitude de la terre véhiculée par l'Église catholique depuis le Moyen-Âge (p.17 du livre « Au Moyen-Âge, les gens croyaient que la terre était plate, comme l'enseignait l'Église ») : il fallait que je lise ce livre d'urgence. « Les idées reçues ont parfois la vie dure et elles n'ont pas attendu les réseaux sociaux pour proliférer, enchanter les imaginaires ou manipuler les consciences » (Quatrième de couverture). Voilà, s'il était besoin de le rappeler, un des intérêts majeurs de ces *Rendez-Vous de l'Histoire*, reste celui de remettre en cause nos certitudes, de renouveler ou d'approfondir nos connaissances avec des conséquences directes dans notre pratique d'enseignant.

Cette dernière impression m'avait également porté pour assister à la table ronde sur le thème **Comment travailler sur la Shoah en Pologne?** avec J-C Szurek, historien et directeur de recherche au CNRS, A. Kichelwski, Maîtresse de conférence en histoire contemporaine Chercheuse associée au Polish Center for Holocaust Studies, J. Grabowski et l'inégalable Tal Bruttman, spécialiste d'Auschwitz, que je retrouvais deux jours après le stage de retour d'expérience du voyage à Paris et Cracovie avec le Mémorial de la Shoah. Autant dire là aussi que le sujet m'intéressait fortement et répondait à des questions très concrètes que je me posais. Cette rencontre faisait écho à la très récente publication du livre *Les polonais et la Shoah, une nouvelle école historique* chez CNRS éditions. La salle où se tenait la rencontre était plus que complète.

La question d'entrée qui portait le sujet était la suivante : dans une Pologne dévastée par la guerre (deux millions de morts non juifs), avec une capitale détruite (la seule), des élites décimées par l'occupation allemande mais aussi soviétique, quelle est la place du génocide ? Y a-t-il la place pour deux victimes ? (la réponse est non) Rapidement s'est mise en place une mythologie binaire, ceux qui aident et le mince groupe des délinquants sociaux. L'historiographie met en place ce consensus qui sera cassé après 1989 et la chute du communisme par Jean Gross et son livre *Les voisins*. Le débat sera alors national et on reconnaît le crime. La Pologne sera le 3ème pays à faire face à son passé juif. Mais ce questionnement s'adresse aussi à la complexité de l'occupation allemande. Une question tabou demeurerait : qu'est ce qui se passait exactement dans les campagnes polonaises ? À partir de nouvelles sources (procès pour collaboration des auxiliaires de la collaboration), on peut essayer d'y répondre.

Mais depuis 2015, ce paradigme est battu en brèche avec la promotion par le nouveau gouvernement d'histoire positive des héros de la Pologne qui en plus récuse les vérités. Le programme de 1946, qui revient à la surface, largement spontané est rappelé et l'explication donnée repose sur une provocation de l'appareil de sécurité soviétique. Aujourd'hui en Pologne règnent deux tendances dans la société : une progressiste et une autre recroquevillée portée par le PIS qui dans un style « populiste » garde un projet politique nationaliste, conservateur, catholique dans le but d'établir un état autoritaire avec des restrictions des libertés. Il est né d'une réaction politique, sociale et économique qui a creusé les inégalités. Une partie de la jeunesse ne trouve pas de travail à la hauteur de ses formations. Face à cela une classe libérale d'épanouie. Ils montent donc le peuple contre les élites. Le PIS a rétabli par exemple le système des allocations familiales car les crèches ont été les victimes de cette transition libérale, mais gardent des faiblesses notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. Un discours national-catholique eurosceptique se construit, fondé sur la nation, la famille avec comme garant l'État et l'Église. Il faut mettre en avant les héros. Le ministre de la culture dira d'ailleurs après l'attribution du prix Nobel de littérature à la romancière Olga Tokarczuk « Nous sommes fiers car la Pologne a encore un prix Nobel ». Cette politique divise le pays et construit des ennemis (les migrants, LGTB...). Mais l'autre Pologne réagit, notamment par l'opposition politique mais aussi sociale (juges, enseignants...). Ces derniers connaissent une pression très forte liée à l'intensification de leur travail.

Les participants à cette table ronde reviennent également sur l'histoire des juifs en Pologne avec notamment les événements de mars 1968 où a eu lieu une charge antisémite médiatique importante envers ceux qui ont choisi de rester en Pologne après la 2ème Guerre mondiale, qui s'apparente à une véritable campagne médiatique antisioniste. Les juifs sont contraints de quitter par milliers le pays. La commémoration de ces événements en 2018 met en lumière le fait que les discours du Président de la République et du Premier ministre reprenaient des lieux communs qu'on avait déjà à l'époque communiste, alors que normalement il y avait une rupture avec elle. Ces lieux communs étaient que tout allait bien entre eux, qu'il y avait eu une aide massive des polonais envers les juifs pendant la Shoah, usage de la notion d'un anti-polonisme mis sur le même point que l'antisémitisme... Il en ressort une mise en équivalence entre les juifs et les polonais victimes dans les mêmes proportions de la barbarie nazie. La mention même de cette spécificité juive dans l'encyclopédie (je n'ai pas noté laquelle...) est condamnée.

Tout cela aboutit aux incidents du colloque de l'EHESS de février 2019 à Paris. Tal Bruttman avance que selon le nom utilisé vous avez le courroux du gouvernement. Par exemple pour Auschwitz, dont il est un spécialiste, en Pologne c'était un lieu de destruction de la résistance polonaise alors qu'à l'étranger, il est vu comme un lieu de destruction des juifs. On ne verra rien sur les juifs polonais. Or à Auschwitz, 1/3 des juifs sont polonais et 20000 juifs de France sont originaires de Pologne...

On se retrouve donc d'après les participants sur un terrain historique largement miné. Depuis 2015, il y a un changement radical avec les changements de programmes scolaires. c'est instauré une guerre des chiffres pour une concurrence mémorielle. En gros « il y en aurait que pour les juifs ».

Enfin une des conférences à laquelle il nous a été donné de participer, et qui ne rentre pas dans les cases précédemment évoquées, était basée sur l'entretien entre N. Wachtel et E. Augris sur le thème ***Paradis du nouveau monde. Fantômes coloniaux et messianismes indiens***. L'intérêt principal, en ce qui me concerne, était de rencontrer N. Wachtel, l'auteur du livre *La vision des vaincus. Les indiens du Pérou devant la conquête espagnole 1530-1570* (Gallimard, 1971) qui m'avait fortement impressionné en racontant l'effondrement brutal de cette civilisation mais aussi ses mouvements de résistance ultérieurs.

N.Wachtel revient sur les souvenirs souterrains et douloureux de ce que l'Occident a projeté sur l'Amérique, mais aussi sur le thème de l'indien juif. Et indirectement, cela ramenait à l'époque (le 17ème siècle), à la question de savoir d'où venait ces indiens ? Les hypothèses les plus répandues sur la base des ressemblances rituelles et linguistiques, les renvoient à des descendants des tribus d'Israël. Or plus on connaît les mœurs des indiens, plus on s'éloigne de cette interprétation biblique. Avec la notion de race au 19ème siècle, les indiens n'y gagnent rien.

On cherche le messianisme indien, d'après la conquête, notamment dans les documents d'archives. Or cette documentation a été faite par les vainqueurs, et est donc biaisée. Il faut donc compléter par des connaissances ethnographiques. Il en ressort un syncrétisme religieux important chez les indiens. Paradoxalement, les révoltes du milieu du XVIIIème siècle dans le piémont amazonien portent sur des questions de pouvoir pour accéder à la prêtrise. Des espagnols sont massacrés car ils sont considérés comme de mauvais chrétiens.

Pour conclure, il est évident que ces *Rendez-Vous de l'Histoire* de Blois sont un moment de respiration et de liberté intellectuelle important qui nous est donné. Ils nous permettent de se confronter aux nouveautés disciplinaires et d'en tirer des conclusions concrètes concernant notre pratique d'enseignant.